

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 03/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV CENTRE EST

345 chemin des Bouzarudes
26290 DONZERE

Références : 20220303-RAP-DAEN0170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST, implanté 345 chemin des Bouzarudes 26290 DONZERE. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- 345 chemin des Bouzarudes 26290 DONZERE
- Code AIOT dans GUN : 0006107044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est, situé à DONZERE, est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, notifié au terme d'une procédure d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées. Il a été complété et modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 février 2019 (gestion des odeurs) et du 9 novembre 2020 (évolutions apportées au site).

Ce centre, d'une surface globale de 478 850 m², est constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles de générer des envols. Notons qu'une unité de traitement de déchets solides non dangereux est également citée, mais elle n'existe pas à ce jour.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux est autorisée à **150 000 tonnes**, avec une capacité maximale fixée à 200 000 tonnes/an.

La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) est autorisée à **1200 tonnes**.

L'autorisation d'exploitation est accordée jusqu'au **1er janvier 2034**.

Le biogaz généré dans le cadre de l'exploitation du site est, soit valorisé dans l'un des deux groupes électrogènes du centre (moteur 316 – moteur 320) ; soit brûlé en torchère. Notons que l'une des torchères du centre appelée « Biochaude », permet une valorisation thermique du biogaz.

Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de la zone extension Nord de DONZERE 2, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2025. L'exploitation de la dernière zone de stockage du site, appelée DONZERE 3, commencera ensuite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite donnée aux constats effectués lors de la visite d'inspection du 8 mars 2021 ;
- Dispositifs de détection d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'un précédent contrôle	Action à mener
Etanchéité bassin lixiviats 4000 mcube	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Oui	L'exploitant s'engage à vidanger le bassin et à nettoyer la géomembrane en 2022 .
Non débordement du bassin de stockage de lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Oui	
Astreinte	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.7	Oui	
Débroussaillage sur une profondeur de 50 m	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.1	Oui	
Système de détection d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.5	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'un précédent contrôle	Action à mener
Emissions atmosphériques moteur 320 - Dépassements des valeurs limites d'émission autorisées	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.1	Oui	Sous un mois, l'exploitant fera ses propositions pour supprimer le risque de dépassement des valeurs limites d'émission autorisées.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas conduit à la découverte de non conformités. Par contre, il convient de faire en sorte que les rejets atmosphériques des moteurs de valorisation de biogaz respectent les valeurs limites d'émission, ce qui implique la nécessité d'effectuer des travaux d'entretien à une fréquence suffisamment élevée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etanchéité bassin lixiviats 4000 m³

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Autre, lixiviats
Prescription contrôlée : I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats.
Constats : Pour ce qui est du contrôle de l'étanchéité de la géomembrane du bassin : L'exploitant a fait intervenir le 22 mars 2021 la société DSC pour le contrôle de l'étanchéité de la barrière active du bassin de stockage de lixiviats de 4 000 m ³ : Le rapport établi le 29 avril 2021 précise que le contrôle a été réalisé par méthode électrique : Le contrôle électrique consiste à vérifier si un courant électrique traverse ou pas la géomembrane. <u>Ce rapport conclut à l'absence d'anomalie.</u> <u>Pour ce qui est de la vidange et du nettoyage de la géomembrane du bassin :</u> L'exploitant explique qu'il n'est techniquement pas envisageable de vidanger le bassin du fait de l'existence d'une quantité importante de lixiviats à traiter, il s'engage à faire le nécessaire dans le courant de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Non débordement du bassin de stockage de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22
Thème(s) : Autre, lixiviats
Prescription contrôlée : I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats.
Constats : En cas de pluie décennale (établie à 143,6 mm : Données de l'étude d'impact du DDAE de 2013), le volume d'eau apporté dans le bassin serait de 152,2 m ³ . Afin d'appliquer une marge de sécurité, un nouveau repère a été placé à une hauteur plus faible dans le bassin, au niveau 110,48 m NGF. Désormais, le niveau des lixiviats dans le bassin sera indexé à ce nouveau repère. L'inspection a constaté ce repère sur place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques moteur 320 - Dépassements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.1	
Thème(s) : Autre, Surveillance rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée : Contrôle des émissions en sortie d'unité de valorisation électrique, par un organisme extérieur compétent : Paramètre Valeurs limites en mg/m ³ CO 1200 NOx 525 Poussières 150 COV non méthaniques 50	
<p>Constats : L'exploitant explique que le moteur 320 a été installé en 2006 et que l'ensemble du bloc moteur a été remplacé en mai 2017. Lors d'une intervention le 2 décembre 2020 sur ce moteur, une dérive a été constatée sur le rejet en CO. Un decooking du moteur s'imposait donc, mais la société CLARKE n'a été disponible qu'en février 2021. La contre-analyse sur les rejets gazeux des moteurs a été réalisée par CME le 23 février 2021, les résultats sont désormais conformes.</p> <p>Mais l'exploitant ne précise pas l'enseignement à tirer de cette affaire : La fréquence des opérations de contrôle et d'entretien des moteurs doit-elle être plus élevée de façon à ce que les valeurs limites de rejets soient respectées en permanence ? L'exploitant explique qu'il n'est pas en mesure de répondre à cette question, car il sous-traite la gestion des moteurs de valorisation de biogaz.</p>	
<p>Observations : <u>Sous un mois</u>, l'exploitant devra consulter son sous-traitant sur ce sujet et proposer une solution : Il n'est en effet pas acceptable de n'apporter aucune action corrective sur ce sujet. À défaut de proposition crédible, la fréquence d'analyse des rejets atmosphériques des moteurs sera plus élevée sur les 6 derniers mois précédant le decooking des moteurs de valorisation de biogaz.</p>	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet dans l'immédiat	

Nom du point de contrôle : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.7	
Thème(s) : Risques accidentels, Conducteurs d'engins	
Prescription contrôlée : Une astreinte est mise en place. Toute information des systèmes de détection en place dans le site (intrusion – incendie – explosion – dysfonctionnements potentiellement dangereux) est reportée à l'astreinte pour contrôle et, si nécessaire, action dans un délai court. En cas de sinistre, un cadre et le personnel nécessaire à la conduite des engins et formé aux opérations d'intervention, sont sur place dans un délai maximal d'une heure.	
<p>Constats : L'exploitant nous informe de l'existence de difficultés rencontrées pour étendre l'astreinte aux conducteurs d'engins. Il souligne que le responsable du site, monsieur HASSAD, et son adjoint, monsieur LE DEAN, ont le CACES leur permettant de conduire un chargeur, ce qui résout le problème pour le site de DONZERE.</p> <p>L'exploitant rappelle également qu'un gardien est présent en permanence dans le centre en dehors des heures d'ouverture.</p>	
<p>Observations : L'exploitant nous a fait parvenir une copie du CACES de messieurs HASSAD et LE DEAN.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Débroussaillage sur une profondeur de 50 m

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, limitation du risque incendie
Prescription contrôlée : Doivent être débroussaillés aussi fréquemment que nécessaire et dans le respect du code forestier, dans un rayon minimal de 50 m : – Les abords du casier de stockage de déchets non dangereux en cours d'exploitation
Constats : L'exploitant précise que le nécessaire a été fait : Dans le cadre de la visite effectuée, l'inspection a pu constater l'absence de broussailles à proximité du casier de stockage de déchets n°13, en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système de détection d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : Afin de détecter le plus précocement possible tout départ d'incendie dans un casier de stockage de déchets non dangereux, dans le bâtiment de tri et de transfert de déchets ou au niveau des stockages extérieurs de déchets combustibles, des dispositifs automatiques de détection d'incendie sont mis en place. La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, est obligatoire, avec ou sans transmission à une société de gardiennage extérieure.
Constats : L'exploitant précise qu'un nouveau dispositif de détection d'incendie au niveau du casier en cours d'exploitation a été mis en place en avril 2021. Il se compose de deux caméras thermiques déplaçables, avec une caméra vidéo orientable à distance. Le rayon d'action des caméras thermiques serait de 200 m : Toute la zone d'exploitation est couverte. Les informations sont télétransmises sur téléphones mobiles et accessibles sur un site dédié. Ainsi, une levée de doute est désormais immédiate. L'exploitant précise que 2 températures de consigne sont en place pour les caméras thermiques : 150 °C en dehors des heures d'exploitation, et 300 °C pendant les heures d'exploitation. Lors de la visite du site, le nouveau dispositif de détection d'incendie au niveau du casier en cours d'exploitation a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet